

**Contact presse****Service de la communication**

Gaëlle Talbot  
Tél. : +33 (0)3 68 85 14 36  
Fax : +33 (0)3 68 85 11 38  
gaelle.talbot@unistra.fr  
[www.unistra.fr](http://www.unistra.fr)

**10 décembre 2014**

## **Appel de l'Université de Strasbourg : Pour une politique et un budget d'avenir**

**Cette motion initiée par la présidence a été votée à l'unanimité par les doyens et directeurs des facultés, écoles et instituts ainsi que les directeurs des unités de recherche de l'Université de Strasbourg.**

À la veille d'une journée d'action qui mobilisera de diverses manières nombre d'acteurs de notre université, les doyens et directeurs des 37 facultés, écoles et instituts ainsi que les directeurs des 72 unités de recherche de l'Université de Strasbourg lancent un appel solennel à celles et ceux qui gouvernent la France et la représentent au Parlement.

Le 18 novembre 2014, l'Assemblée nationale a voté en première lecture le projet de loi de finances 2015. Une série d'amendements proposés par le gouvernement a été adoptée en dernière minute par les parlementaires, aboutissant à une baisse de 136 millions d'euros du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2015. Le 26 novembre 2014, le programme Horizon 2020, qui regroupe les financements de l'Union européenne en matière de recherche et d'innovation, est amputé de 2,7 milliards d'euros pour alimenter le plan d'investissement de la Commission européenne.

Alors que notre université doit accueillir un nombre croissant d'étudiants et qu'elle mène une recherche de niveau international, ses moyens diminuent d'année en année au lieu d'évoluer en proportion. Cette amputation supplémentaire n'est plus supportable financièrement pour les établissements qui n'ont plus aucune marge de manœuvre, alors même qu'ils ont déjà engagé des réformes structurelles lourdes. Capacités d'accueil réduites, conditions d'encadrement qui se dégradent, formations menacées, indigence des financements récurrents pour la recherche, impossibilité d'investir : cette dérive met en péril à court et à long termes l'enseignement supérieur et la recherche en France.

Les universités sont un enjeu capital pour l'avenir de notre pays. La mission de service public qui est la nôtre doit offrir aux étudiants un enseignement d'excellence, leur assurer une formation à la recherche du plus haut niveau et leur donner les meilleurs atouts pour une insertion professionnelle réussie. Le décalage grandissant entre les discours et la réalité est incompréhensible et,

10 décembre 2014

nous le disons, inadmissible. Dans ce contexte, ces amendements aboutissant à une réduction du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche sont dramatiques pour notre communauté universitaire. À cela s'ajoutent d'autres contraintes, dont une forte augmentation des dépenses obligatoires de masse salariale, pour un coût additionnel de 90 millions d'euros non couverts par rapport à 2014. Notre université a déjà consenti de nombreux efforts pour maîtriser les dépenses et gérer de manière responsable les budgets de ses structures de formation et de recherche.

La Nation, à commencer par le sommet de l'État et la représentation nationale, sait que l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas une dépense mais un investissement. C'est même l'investissement le plus important pour l'avenir.

L'assemblée des directeurs de structures de formation et de recherche de l'Université de Strasbourg demande le rétablissement immédiat des dotations initialement prévues pour le budget 2015. Elle appelle instamment les autorités de l'État à donner les moyens aux universités et organismes de recherche pour tenir leur rang et relever les défis de l'avenir. Au moment où l'Allemagne annonce une augmentation de 25% du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche d'ici 2017, nous n'acceptons pas de décrocher. Au-delà des mesures de sauvegarde du budget 2015, nous demandons instamment que la politique de l'enseignement supérieur et de la recherche soit déclarée grande cause nationale avec un financement garanti sur le long terme.

Toute politique du court terme conduit nos universités à leur ruine. Faudra-t-il attendre le décrochage définitif, voire une révolte, pour que soit mise en œuvre la politique dont notre pays, sa jeunesse, ses ambitions et son économie ont besoin ? Notre assemblée, unanime, exige un engagement fort de l'État en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les députés doivent impérativement reconsidérer ces choix budgétaires qui compromettent nos missions d'enseignement et de recherche au service du pays tout entier. Sauvez nos universités !